

Un modèle responsable sous pression

Les résultats des banques de détail françaises ont fortement chuté ces dernières années, avec une baisse de 36 % du revenu net avant impôt entre 2021 et 2024. Cette tendance contraste avec celle des banques européennes, dont les résultats ont progressé de 45 % depuis 2018. Ce décalage s'explique par les spécificités du modèle français, fondé sur la stabilité et la protection du client.

En France, 97 % des crédits immobiliers sont à taux fixe et à maturité longue, ce qui protège les emprunteurs contre les hausses de taux. En 2022 et 2023, 320 000 personnes sont tombées sous le seuil de pauvreté au Royaume-Uni en raison de la hausse des taux d'emprunt immobilier. En France, l'épargne est également parmi les mieux rémunérées de la zone euro.

Ce choix, socialement responsable, empêche toutefois les banques de répercuter la hausse du coût de refinancement induite par la politique monétaire de la BCE. La marge nette d'intérêt a ainsi chuté de 11 % entre 2021 et 2023. La remontée des taux de l'épargne réglementée a également compliqué l'équation économique.

Malgré cette pression, les banques françaises ont démontré une maîtrise de leurs frais de gestion. En 2023, ces frais représentaient 1,7 % des encours de dépôts, contre 1,8 % en moyenne européenne, soit une amélioration de ce ratio de 24 % depuis 2018. Le problème réside dans la faiblesse des revenus : le PNB ne représente que 2,3 % des encours de crédit, contre 3,6 % en moyenne européenne. Le coefficient d'exploitation atteint ainsi 75 % (contre 41 % en Espagne).

Ce modèle est ainsi plus protecteur pour les clients. Il implique une prise de risque plus importante pour les banques, notamment en matière de taux, sans contrepartie équivalente en termes de revenus.